

Harcèlement et sexisme dans les médias : un phénomène d'ampleur

Trois associations féministes ont recueilli près de 2 000 témoignages en ligne

L'affaire de la Ligue du LOL ne serait-elle que la pointe émergée de l'iceberg ? Pour répondre à cette question, trois associations – Prenons la une, Nous toutes et Paye ton journal – qui luttent contre les violences sexistes et sexuelles ont lancé une enquête, avec un appel à témoignages sur les réseaux sociaux, après la révélation par *Libération* du cyberharcèlement opéré par de jeunes journalistes et publicitaires, réunis dans un groupe Facebook privé, de 2009 à 2012.

Les résultats dévoilés jeudi 7 mars montrent l'ampleur du phénomène : 67 % des femmes ayant répondu affirment avoir été victimes de propos sexistes et 13 % d'agressions sexuelles. En dix jours, 1 837 personnes ont répondu, en ligne et sous le couvert de l'anonymat : 1 500 journalistes ou salariés d'un média, dont 70 % ont moins de 40 ans, et plus de 270 étudiants en école de journalisme. Ce sont majoritairement des femmes (80 %). Témoins ou victimes de paroles sexistes, de propos à connotation sexuelle, mais aussi d'agressions sexuelles : 199 personnes – dont 188 femmes – ont affirmé avoir été agressées sexuellement. Aucune rédaction n'est épargnée – 270 sont représentées dans ces prises de parole – et dans tous les secteurs. Médias nationaux ou régionaux. Si les résultats n'ont guère étonné

les associations à l'origine de l'enquête, elles ont cependant été surprises par le nombre de réponses. « *C'est un signal d'alerte rouge* », juge Nous toutes. Pour Agathe Ranc, de Prenons la une, l'idée est de fournir « *une photographie précise des harcèlements et du sexisme aux rédactions* ».

Pigistes vulnérables

Ce qui ressort également, c'est que les violences sont plus fréquentes à la télévision que dans les autres médias et que les pigistes sont particulièrement vulnérables : 22 % d'entre eux déclarent être souvent confrontés à des propos à connotation sexuelle. « *Ce que les femmes pigistes racontent toutes, c'est que cela fait partie du métier* », explique-t-on à Nous toutes. Si l'on en croit les réponses, ce type de comportement est présent dès les écoles de journalisme. Quelque 10 % des étudiantes qui ont témoigné affirment avoir été agressées sexuellement dans le cadre de leurs études ou de leurs stages ; 62 % d'entre elles disent avoir été témoins de propos sexistes dans leur école et 28 % de faits de harcèlement sexuel. Les révélations sur les agissements de la Ligue du LOL avaient déjà fait émerger des confessions d'étudiants victimes de sexisme ou de harcèlement.

Un autre enseignement est que « *les systèmes d'alerte en interne des rédactions sont clairement défectueux* », jugent les trois associations. Dans 83 % des cas, ni la direction ni les personnes responsables

des ressources humaines n'ont été informées. « *Plus inquiétant encore, poursuivent-elles, l'absence de mesures prises lorsque les informations remontent.* » Dans 66 % des témoignages reçus, aucune mesure n'a été prise par la direction, lorsqu'elle a été informée.

Depuis les révélations sur la Ligue du LOL, mi-février, des médias dans lesquels travaillaient des journalistes mis en cause ont pris des sanctions. L'hebdomadaire *Les Inrocks* a licencié deux anciens membres de la Ligue du LOL, David Doucet (rédacteur en chef), et François-Luc Doyez (rédacteur en chef adjoint) en raison notamment de « *l'impact négatif sur l'image du journal* » mais aussi du fait des « *comportements non professionnels dans l'exercice de leur fonction hiérarchique* ».

A la suite d'une enquête interne, *Libération* a pris des mesures similaires à l'encontre d'Alexandre Hervaud (chef de service adjoint du site Web) et de Vincent Glad (collaborateur du journal). M. Glad, fondateur de la Ligue du LOL, avait expliqué, dans un message d'excuses sur Twitter, avoir « *créé un monstre qui [lui] a totalement échappé* ». « *La direction n'avait d'autre choix, dans la mesure où les faits rendus publics à cette occasion, qui ont causé des dommages graves à plusieurs personnes, se situent à l'exact opposé des valeurs que le journal défend depuis sa fondation* », a déclaré *Libération* dans un communiqué publié le 4 mars. ■

FRANÇOIS BOUGON

Des plaintes pour « harcèlement sexuel » contre un journaliste du « Monde »

Des plaintes contre X pour « harcèlement sexuel » et « violences psychologiques » ont été déposées, mercredi 6 mars, mettant en cause un journaliste du *Monde*, comme l'a annoncé *20 Minutes* sur son site. A la suite d'un appel à témoignages sur Facebook, huit femmes l'accusent de leur avoir envoyé, à l'aide de sa messagerie Facebook personnelle, des photos de lui dénudé. « La direction du Monde a pris immédiatement contact avec l'auteure de l'appel à témoignages et a identifié le salarié mis en cause, expliquent Louis Dreyfus, président du directoire, et Jérôme Fenoglio, directeur. Après un premier examen des circonstances, la direction a décidé de lancer une enquête interne et a convoqué ce salarié pour un entretien formel. Dans l'intervalle, et pour la durée de l'enquête, ce salarié a été mis à pied à titre conservatoire. La direction du Monde entend poursuivre cette enquête dans des délais courts et, le cas échéant, prononcera les sanctions nécessaires. Le salarié étant hospitalisé depuis plusieurs semaines, il n'a pas encore pu être entendu pour répondre à ces allégations de faits graves et répétés. »